

**Surenchère communautaires  
= Nous diviser pour assainir  
sur notre dos!**

## Partager les richesses, au lieu de diviser les travailleurs !

### Pour l'unité des travailleurs et le socialisme contre le chaos capitaliste

#### DÉCLARATION DU PSL

**T**rois années de chaos et de misère. Trois années de bagarres sur le plan national pour un district électoral. Trois années aussi au cours desquelles le niveau de vie et le pouvoir d'achat du simple travailleur ont souffert sans que les partis établis n'y accordent la moindre attention, qu'ils soient au gouvernement comme dans l'opposition. Personne ne doit donc être étonné qu'un large sentiment anti-politique frappe le pays.

Le PSL a décidé de participer à ces élections s'il est possible de rassembler les signatures nécessaires. Avec quel message? Que la grande majorité des gens, les travailleurs et leurs familles, ne peuvent rien faire avec ces partis. Pour arriver à une solution, il faut un parti qui défende les intérêts de cette grande majorité et qui élabore un programme alternatif reposant sur la redistribution de la richesse que nous produisons tous au lieu de diviser les travailleurs.

#### COMMENT EN SOMMES-NOUS ARRIVÉS À CE POINT LÀ?

De nombreux doigts accusateurs pointent en direction de l'Open VLD qui, pour des raisons électorales, a mis

fin au gouvernement fédéral. L'attitude ambiguë du MR/FDF est également dénoncée. Ces deux partis sont accusés d'être 'irresponsables'. Mais c'est tout de même fort d'entendre cela de la bouche de personnages tels qu'Yves Leterme, celui-là même qui, en 2007, avait conduit son parti au pouvoir avec des promesses populistes concernant BHV et la réforme d'Etat.

Tous les partis établis de Belgique sont coupables et responsables de l'impasse dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui. C'est leur faute s'il y a eu de l'argent pour les banques, mais pas pour augmenter toutes les allocations sociales jusqu'à un minimum décent. Les entreprises peuvent compter sur des milliards d'euros de diminutions de charges et d'impôts (9 milliards d'euros par an désormais, sans compter la fraude qui se chiffre en milliards et

qui n'est jamais punie!), alors que des centaines de milliers de familles doivent se serrer la ceinture et/ou s'endetter pour affronter le coût quotidien de la vie. Cette politique qui consiste à toujours plus enrichir les riches en appauvrissant les pauvres se poursuit et pendant ce temps, les politi-

**LA POLITIQUE DE  
TOUJOURS PLUS  
ENRICHIR LES RICHES  
EN APPAUVRISANT LES  
PAUVRES SE POURSUIT  
ET, PENDANT CE TEMPS,  
LES POLITICIENS DES  
PARTIS ÉTABLIS SE  
CHAMAILLENT SUR...  
BHV.**

ciens des partis établis se chamaillent sur... BHV.

Ces deux choses sont liées. Tous les partis établis appliquent depuis déjà 30 ans une politique néolibérale de démantèlement social et de désinvestissement dans les soins de santé, les services publics et l'infrastructure. Tant que les actionnaires étaient contents de ce qui arrivait dans leurs poches... Tous les partis défendent les intérêts de cette petite élite de

grands actionnaires, contre la grande majorité de la population. Evidemment, faire avaler cela aux couches larges de la population ne coule pas de soi.

Afin de laisser quand même à la population un argument pour voter pour eux, les partis établis se sont présentés comme les défenseurs des "intérêts flamands" d'un côté et des "intérêts francophones" de l'autre. Mais leurs jeux électoraux communautaires ont finalement conduit à une impasse.

#### QUEL EST LE PROBLÈME?

La plupart des gens décrochent totalement quand ils entendent parler de Bruxelles-Hal-Vilvorde. En dehors d'une petite minorité, personne ne sait vraiment de quoi on parle et surtout pourquoi cela nécessite tant d'attention. Finalement, pour les partis établis, c'est beaucoup plus que ça. La plupart des partis bourgeois estiment qu'une nouvelle réforme d'Etat est nécessaire afin d'imposer des assainissements structurels.

Il s'agit évidemment d'assainissements sur le dos des travailleurs et de leurs familles tels que le démantèlement de notre droit à la pension, ce qui poussera encore plus de nos aînés sous le seuil de pauvreté. Ou une chasse aux chômeurs et minimexés encore plus dure pour les forcer à accepter les pi-

Lire la suite: page 2

res boulots avec les pires salaires. Ou un démantèlement des contributions sociales du patronat à la sécurité sociale, ce qui signifie que la majorité de la population devra directement payer plus avec une augmentation de la TVA, des écotes, etc.

Pour cette réforme d'Etat, il leur faut une majorité des deux tiers ce qui,

dans notre paysage politique morcelé, signifie qu'il faut beaucoup de partis. Beaucoup de partis qui ont tous, dans une plus ou moins grande mesure, joué la carte du communautaire pendant leur campagne électorale. Ce jeu qui dure depuis déjà trois ans est aujourd'hui bloqué et les prochaines élections ne vont y changer que fort

peu de choses. Ceux qui vont souffrir le plus de l'instabilité causée par ce jeu, ce sont à nouveau les travailleurs, les chômeurs, les pensionnés et les jeunes qui n'ont aucun parti pour défendre leurs besoins.

Sur le plan socio-économique, les partis plus petits et plus nouveaux, comme les verts et la NVA, se trou-

vent plutôt du côté de la bourgeoisie que du côté de la grande majorité de la population. Eux aussi défendent un programme selon lequel la classe des travailleurs doit payer la facture de la crise au lieu des rapaces capitalistes responsables de la crise.

## AIDEZ-NOUS À OFFRIR UNE ALTERNATIVE

**U**n parti des travailleurs ne va pas tomber du ciel, et nous ne pouvons pas seulement l'attendre. Le PSL/LSP va participer aux prochaines élections pour offrir aux jeunes et aux travailleurs combattifs l'opportunité de voter pour une alternative socialiste. Vous pouvez nous aider à faire cela de différentes manières.

Nous allons devoir rechercher les signatures de quelques sénateurs et représentants, ce qui va à l'encontre de nos traditions. Récolter et faire légaliser deux fois 5.000 signatures d'électeurs - une mesure destinée à rendre plus difficile la participation de nouveaux partis - en quelques semaines n'est en effet pas possible. C'est une question purement démocratique, pour laquelle nous ne faisons aucune concession politique. Ce n'est pas non plus la conséquence d'une "droitisation" du PSL, mais une circonstance exceptionnelle pour ces élections anticipées. Si nous voulons faire entendre notre voix dans ces élections, si nous ne voulons pas laisser le terrain complètement aux partis traditionnels et aux partis d'opposition encore plus à droite, alors nous sommes obligés d'agir ainsi à cause de la législation électorale antidémocratique.

Il n'est pas certain que nous arrivions à trouver des sénateurs et des représentants prêts à nous donner le droit de déposer une liste, mais si nous y parvenons, nous allons déposer des listes pour le Sénat dans les deux grandes communautés. A côté de cela, nous regardons localement où nous allons déposer des listes pour la Chambre.

Une fois cet obstacle dépassé, beaucoup d'autres nous attendent encore. Premièrement, ces élections vont reléguer le plus possible à l'arrière-plan les revendications et les besoins socio-économiques de la majorité de la population en faveur des thèmes communautaires. Les médias vont suivre les politiciens et vont sans doute maintenir leur habituel boycott des partis de gauche. Au vu du fait que les partis établis vont aussi prendre la majeure partie des panneaux électoraux, le PSL va devoir lutter pour être visible. Nous ne nous attendons pas à une percée électorale, mais nous pensons qu'il serait criminel, en tant que parti socialiste de lutte, de ne pas offrir aux jeunes et travailleurs l'opportunité de voter pour notre programme.

Aidez-nous à mener campagne pour une solution démocratique et socialiste tant pour les problèmes communautaires que pour les problèmes socio-économiques que la politique établie belge nous a imposés. Vous pouvez nous aider en nous soutenant financièrement, en distribuant notre matériel, en prenant un abonnement (de soutien) à notre journal. Si vous êtes intéressés à nous aider et/ou nous rejoindre, ou si vous voulez en savoir plus sur nous, n'hésitez pas à nous contacter.

## COMMENT ABOUTIR À UNE SOLUTION ?

**L**e PSL ne croit pas qu'il est possible de trouver des solutions institutionnelles pour les problèmes communautaires. Ces problèmes existent parce que l'inégalité et la discrimination font partie intégrante du système. Les problèmes réels à Bruxelles et dans la périphérie ne sont pas dus aux questions linguistiques, mais proviennent du chômage et de la pauvreté colossale de la capitale ainsi que des loyers, également colossaux dans la périphérie. Les seules "solutions" offertes par les politiciens ne reposent que sur des harcèlements mutuels, qui fleurissent dans la périphérie, mais qui ne créent évidemment aucun emploi ou aucun logement social. Avec le développement de la crise - qui cause encore plus de pénuries et entraîne dès lors une lutte accrue pour le peu de moyens disponibles - cette surenchère conduit directement à ce genre d'impasses.

**Nous pensons que la seule issue pour sortir de cette impasse, à terme, est la création d'un nouveau parti des travailleurs qui défende les intérêts des travailleurs, des allocataires sociaux et de leurs familles, qu'importe leur langue ou leur origine nationale.**

Tous ceux-là sont les seuls à ne pas avoir un intérêt dans cette surenchère. Leur intérêt est d'accéder à des droits

fondamentaux, comme de bénéficier de services et d'un emploi dans leur propre langue. Les travailleurs doivent toujours payer le prix des bagarres entre politiciens des différentes communautés. Les jeunes francophones de Bruxelles payent le prix de la négligence adoptée face à l'enseignement, entre autres au niveau des langues. Ils arrivent sur un marché de l'emploi qui exige une formation et le bilinguisme, alors qu'ils n'ont pas pu bénéficier de réelles opportunités dans les deux cas. **Le PSL mène campagne depuis déjà longtemps pour plus de moyens pour l'enseignement et à Bruxelles, nous sommes en faveur d'un enseignement bilingue.**

Des mesures antidémocratiques telles que l'imposition de conditions linguistiques pour obtenir un logement social (ou n'importe quel type de logement comme c'est le cas dans toujours plus de communes de la périphérie) sont incapables de résoudre le problème de «repoussoir social» dans la périphérie. Les conditions linguistiques ne vont certainement pas faire baisser les prix des logements. **Seul un plan massif de construction de logements sociaux et de rénovation sociale à Bruxelles et dans la périphérie pourra créer une offre suffisante de logements familiaux abordables, ce qui instaurera une pression réelle sur les prix du secteur privé.** Néanmoins, aucun parti flamand ou francophone ne mène campagne pour

cela dans la périphérie et à Bruxelles. **Le PSL lutte pour la fin des harcèlements et pour des investissements massifs afin de satisfaire les droits de chacun.**

Sur la liste des priorités des partis établis ou des partis d'opposition représentés au Parlement, on ne trouve pas non plus la démocratie conséquente, celle qui offre des droits aux minorités (francophones en Flandre, flamands à Bruxelles et en Wallonie et germanophones en Wallonie). **La garantie des droits et des moyens financiers constitue la seule véritable issue pour ces batailles communautaires récurrentes.**

Un tel programme coûte évidemment beaucoup d'argent, et tous les partis bourgeois diront qu'il n'y en a pas. C'est la crise, vous savez. Mais pour les banques et les topmanagers, la crise est apparemment déjà de l'ordre du passé: ces banques refont des profits qui disparaissent dans les poches de leurs actionnaires et les topmanagers peuvent se réjouir de l'augmentation de leurs salaires et de leurs bonus. En réalité, ce n'est que la population ordinaire qui se serre la ceinture. Pour les riches, la fête a déjà recommencé.

Concernant notre participation électorale, si une initiative plus large sérieuse se présente, nous sommes prêts à la considérer attentivement. Mais nous savons de notre expérience que cela demande du temps de parvenir à un accord politique, très certainement concernant la question nationale, et nous avons fort peu de temps devant nous. Par contre, nous pouvons déjà discuter des prochaines élections pour parvenir à développer une confiance mutuelle suffisamment forte.

## Donnez-nous les moyens de rendre notre campagne électorale possible : Soutenez-nous !

Le PSL commence cette campagne électorale sans moyens. Nous voulons mener campagne avec une affiche et un tract A4 recto-verso, et nous cherchons du soutien pour les financer. Nous sommes indépendants des partis établis et n'avons aucune subvention du gouvernement ni aucun riche donateur. Nous faisons appel aux travailleurs, aux allocataires sociaux, aux retraités, aux jeunes... Même à ceux qui disposent de peu de moyens, nous voulons demander de faire un petit effort. Beaucoup de petites pièces peuvent avoir un grand effet !

Afin de garantir notre fonctionnement ainsi que notre participation électorale, nous avons besoin de 20.000 euros (du 1er avril à fin juin). Avec nos "vœux de mai" et l'appel financier réalisé à notre week-end "Socialisme 2010", nous avons déjà récolté plus de 8.000 euros. Nous vous invitons à contribuer vous aussi !

Si vous voulez participer et faire une donation, vous pouvez effectuer un versement avec comme mention "soutien campagne électorale" sur le numéro de compte suivant:

**001-2260393-78**

## Votez PSL !

Le PSL va présenter des listes pour le Sénat et la Chambre. Vu le laps de temps très court, nous avons choisi de déposer des listes incomplètes pour la Chambre, de quatre candidats. Nous vous invitons à faire un vote de combat pour une réponse à la crise capitaliste reposant sur l'unité des travailleurs, la solidarité et le socialisme.

### Nos têtes de liste sont:

- \* Sénat: NICOLAS CROES
- \* Bruxelles-Hal-Vilvorde: KARIM BRIKCI
- \* Liège: SIMON HUPKENS
- \* Hainaut: BENJAMIN DUSSAUSSOIS
- \* Brabant Wallon: BAPTISTE LIBOIS



Campagne électorale du PSL en 2009